

Johnson, Maxwll Orme. The Military as an Instrument of U.S. Policy in Southwest Asia : the Rapid Deployment Joint Task Force, 1979-1982, Westview Press, 1983, 148 p.

Jean-René Chotard

Volume 15, numéro 4, 1984

La crise des relations internationales : vers un bilan

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701774ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701774ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chotard, J.-R. (1984). Compte rendu de [Johnson, Maxwll Orme. The Military as an Instrument of U.S. Policy in Southwest Asia : the Rapid Deployment Joint Task Force, 1979-1982, Westview Press, 1983, 148 p.] *Études internationales*, 15(4), 959-961. <https://doi.org/10.7202/701774ar>

cialiste accompli de la Russie, il se sert d'un éventail impressionnant de sources en langue russe et anglaise pour examiner trois aspects de la puissance militaire soviétique: le rôle historique de l'armée dans l'État soviétique; l'évolution de la doctrine nucléaire soviétique; et les institutions économiques et politiques qui soutiennent l'armée soviétique. Ses conclusions laissent croire que les États-Unis non seulement ont omis de considérer l'impact que leur propre programme d'armement nucléaire a eu sur l'Union soviétique, mais que Washington n'a pas non plus pris en compte la distinction que les Soviétiques ont faite entre les aspects politiques et militaires des armes nucléaires.

Les attitudes soviétiques et américaines à l'égard des armes nucléaires divergent non seulement pour ce qui est de la doctrine stratégique, mais même au niveau du langage, ce qui complique encore davantage la diplomatie du contrôle des armements. Non seulement n'y a-t-il pas d'équivalent russe précis pour le concept américain de « dissuasion » mais deux concepts fondamentaux et distincts, le « containment » et la « dissuasion », sont traduits par le même terme russe. De plus, pour les Soviétiques, la dissuasion est une doctrine politique plutôt que militaire, une stratégie diplomatique dont on parle comme d'une « politique de paix ». Si la dissuasion échouait, les doctrines de combat militaire seraient mises en oeuvre. La littérature militaire soviétique est remplie de discussions sur le déroulement d'une guerre nucléaire et la façon de la gagner (« si les impérialistes devaient la déclencher »), ce qui a persuadé certains Américains que les Soviétiques se préparaient à l'heure actuelle à déclencher un tel conflit.

Selon Holloway, une telle vision n'a absolument rien à voir avec les intentions soviétiques. Au cours de débats avec les communistes chinois au début des années soixante, dans plusieurs discours publics, et dans un grand nombre d'articles politiques, le Kremlin a exprimé sa pensée de façon explicite: « la guerre thermonucléaire aura des conséquences catastrophiques pour toutes les nations, pour le monde entier. Tous les pays, même ceux qui survivraient à la guerre, verraient leur

développement rejeté à des dizaines d'années en arrière, sinon des siècles ». Après avoir fait pénétrer une société féodale au sein du monde moderne à un prix incalculable après la révolution, et avoir par la suite reconstruit cette société après sa dévastation par l'invasion de l'armée allemande, il est inconcevable que les dirigeants soviétiques perçoivent une guerre nucléaire avec les États-Unis autrement que comme un désastre absolu.

Malgré les politiques relatives à une guerre nucléaire limitée promulguées au cours des derniers jours de l'administration Carter, et adoptées sans discussion par son successeur, le point de vue de l'Amérique (s'il n'est pas toujours celui de Washington), est lui aussi rationnel. Mais ce qu'il y a d'ironique dans la dissuasion nucléaire, telle que les États-Unis l'ont définie et développée, c'est qu'elle exige un engagement envers l'irrationnel, une volonté de se lancer dans une guerre dont l'issue serait un suicide national. Par conséquent, les États-Unis et les Russes sont enfermés dans une course aux armes nucléaires qui ne cesse de s'intensifier, course que ni l'une ni l'autre de ces puissances ne sait comment contrôler, ou encore moins y mettre un terme. De ce côté-là également, Holloway fait preuve de perspicacité: « Des mesures unilatérales visant à ralentir la compétition relative aux armes nucléaires » sont absolument nécessaires. « Bien qu'on ne puisse ignorer la puissance militaire soviétique », conclut-il, « nous ne devrions pas permettre que l'existence de cette puissance nous enlève toute liberté de choix des moyens d'action que nous poursuivons ».

André G. KUCZEWSKI

*Department of Administration and Policy Studies
McGill University, Montréal*

JOHNSON, Maxwell Orme. *The Military as an Instrument of U.S. Policy in Southwest Asia: The Rapid Deployment Joint Task Force, 1979-1982*, Westview Press, 1983, 148 p.

« Rapid Deployment Force » ou bien « Rapid Deployment Joint Task Force » ?

Malgré le sous-titre de l'ouvrage, c'est plutôt la première dénomination qui correspond à l'objet de l'étude abordé dans cet ouvrage bref mais bien documenté. Il s'agit de cette force d'intervention rapide que les États-Unis ont récemment mise sur pied et dont la zone cible pour une action éventuelle est le Moyen Orient en général et le golfe persique en particulier.

L'auteur trace la genèse de cette force qui a pour origine immédiate une réponse stratégique des Américains à la chute du Chah d'Iran, en mars 1979. Telle fut alors appelée, doctrine Carter, cette volonté de réagir, au besoin par des moyens militaires, à toute menace qui viserait les intérêts des États-Unis dans la région. Mais l'ouvrage établit clairement que cette décision s'inscrit dans la continuité politique d'une super-puissance qui définit ses intérêts diplomatiques à long terme et adopte ensuite ses moyens d'action, selon les données de la conjoncture internationale. La doctrine Carter est donc prolongée après les élections de 1980 par une doctrine Reagan-Haig qui en assure même le développement. Le volet particulier de la nouvelle administration a été de subordonner les problèmes de la région aux tendances et aux contraintes de la confrontation Est-Ouest dans son ensemble. Dans cette approche, Washington insiste sur le consensus stratégique qui doit assurer la cohésion de tous les alliés des États-Unis dans leurs politiques à l'égard de cette zone. L'Union soviétique apparaît naturellement comme l'ultime et permanente menace pour l'équilibre local, mais il est remarquable que l'auteur établisse la chronologie des décisions en regard d'événements sur lesquels Moscou a exercé peu, voire aucune influence. Le départ du Chah, le conflit entre les deux Yemens, le drame de l'ambassade à Téhéran sont des circonstances décisives dans l'accélération du processus de la Rapid Deployment Force. En revanche, l'invasion de l'Afghanistan n'est pas signalée comme un épisode particulièrement critique pour la prise de décision américaine. L'Union soviétique est donc présentée comme une menace très réelle mais extérieure, alors que la Rapid Deployment Force doit convaincre et veut convaincre les gouvernements modérés du Moyen Orient que la puissance militaire

américaine est proche et crédible. À ce propos, et pour insister sur la collaboration entre les États-Unis et les États de cette zone, le livre contient un court chapitre qui mentionne la coopération militaire régionale. Le Conseil de coopération du Golfe a été établi en février 1981 à la fois comme un organisme et comme l'expression d'un souci de sécurité mutuelle.

Quels liens existe-t-il entre ce Conseil de coopération et la politique américaine? L'auteur n'apporte pas de réponse à cette question mais il signale à plusieurs reprises l'écart qui prévaut entre une volonté américaine d'agir vite et une attitude orientale plus souple, méfiante des ingérences de l'Occident. Les chefs d'État du Moyen-Orient savent combien est inévitable la présence militaire américaine mais ils la souhaitent éloignée de la population autochtone, comme à la base de Ras Banas en Égypte, ou bien ils exigent sa rotation rapide, en sorte que les techniciens militaires américains alternent entre des périodes de travail assez astreignant et des tranches de relaxation hors du pays d'affectation. Ces détails illustrent le caractère fragile et surimposé du contingent que les États-Unis pourraient dépêcher en cas d'urgence sur un théâtre d'opération dans la région.

La dernière et substantielle partie du volume examine donc les problèmes concrets, logistiques surtout, que la Rapid Deployment Force a dû ou bien tente encore de résoudre. Le concept essentiel de cette unité repose sur la mobilité rapide, et des effectifs, et de ses matériels. Ceux-ci seront acheminés à la fois des États-Unis et de bases pré-établies sur le pourtour de la zone (ici Diego Garcia dans l'océan Indien). Mais ils doivent trouver des structures d'accueil et des possibilités de déploiement sur l'espace opérationnel lui-même. Cette contrainte a donc amené Washington à négocier des contrats de bases ou de « facilités » selon que la sensibilité d'une population locale oblige les autorités à ménager les apparences. De même il a fallu du temps et des modifications avant que les modèles de navires et de transport aérien fussent adoptés.

La Rapid Deployment Force est-elle d'ores et déjà opérationnelle? Une série de manoeuvres l'ont testée depuis octobre 1980,

les exercices Bright Star 81 et 82 en particulier. Depuis octobre 81, elle est constituée en unité particulière relevant directement du Secrétaire à la Défense par l'intermédiaire du haut état-major. Concrètement, la 82^{ème} division aéroportée peut être acheminée dans un délai de 10 à 14 jours et il en est de même pour la 101^{ème} division d'assaut aérien. À la fin de 1983 c'est l'équivalent de 5 divisions que le Commandement pouvait engager en Asie du Sud-Ouest dans un délai de 30 jours.

Ces délais sont-ils compressibles ? L'état-major travaille à améliorer les performances du transport aérien mais d'autres problèmes subsistent : celui des renforts dont l'acheminement est jugé impératif aussitôt qu'a été effectuée une pénétration, celui des pertes que tous les analystes s'entendent, discrètement, pour les prévoir élevées. La force d'intervention américaine est donc une réalité, mais une réalité dont le coût humain et politique reste encore non précisé.

Jean-René CHOTARD

*Département d'histoire
Université de Sherbrooke, Canada*

PAYNE, Keith B. *Nuclear Deterrence in US - Soviet Relations*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. "A Westview Replica Edition", 1982, 257 p.

Colin Gray ainsi que l'auteur de l'ouvrage commenté ici s'étonnaient récemment du fait que trente-huit ans après le début de l'ère nucléaire la communauté de défense américaine ne s'était pas encore mise d'accord sur les principes fondamentaux de la stratégie nucléaire. La vitalité du débat actuel corrobore objectivement cette assertion. Nous aurions d'ailleurs aussi tendance à souligner l'agressivité et la politisation de cette discussion, caractéristiques qui rendent peut-être plus difficile qu'auparavant la réalisation d'un consensus sur ces questions.

Dans ce contexte, compte rendu du nombre impressionnant d'analyses parues depuis quelques années, tout ouvrage contribuant à clarifier le débat au lieu d'attiser les passions est le bienvenu. Il nous fait donc plaisir de

rapporter que le livre de K. Payne appartient à cette catégorie même si son engagement politique ne fait pas de doute. Plus spécifiquement, K. Payne fait partie d'un groupe d'auteurs maintenant fort nombreux qui réclament une révision complète de la stratégie nucléaire américaine, révision exigée selon eux, à la fois par la désuétude du modèle de la destruction mutuelle assurée (MAD), et par l'échec patent du contrôle des armements et de la détente en général. Quel que soit l'engagement de ce groupe d'ailleurs, il n'en reste pas moins que leur thèse doit pouvoir être entendue et critiquée à partir de la validité et de la cohérence de son argumentation, et non sur la base d'une simple prise de position doctrinale. Dans ce sens, monsieur Payne nous offre, en général, un raisonnement clair et structuré qui précisément permet une telle évaluation critique, stimulant ainsi la pensée au lieu de l'étouffer.

La problématique de l'ouvrage, en particulier, est très simple : les concepts fondamentaux de la stratégie nucléaire américaine – tels qu'exprimés par le discours politique – n'ont que très peu changé depuis 25 ans ; cependant le rapport des forces nucléaires, quant à lui, s'est progressivement détérioré en faveur de l'URSS pour aboutir, dès les années 70, à une situation d'équivalence approximative. D'où la question fondamentale que pose l'auteur : dans cette nouvelle situation, le modèle de la destruction mutuelle assurée est-il toujours valable ?

Le lecteur est donc convié, dans la première partie du texte, à une analyse du modèle MAD en 3 points, le premier visant à exposer ses principes, le second montrant son influence sur la politique nucléaire américaine, le troisième soulignant ses failles.

Plus précisément, le modèle MAD se fonderait sur 5 hypothèses :

1. Les chefs d'État prennent leurs décisions en matière militaire de façon rationnelle sur la base d'un calcul coût-bénéfice ;
2. La population et l'industrie soviétiques sont les cibles prioritaires des armes nucléaires américaines ;